POUR EXIGER PLUS DE CONSIDÉRATION

Les victimes du terrorisme manifestent devant le siège de l'APN

Hier, les victimes du terrorisme étaient bien plus nombreuses que les deux fois passées. Rassemblés par dizaines en face de l'hôtel Safir (ex-Aletti), mitoyen au siège de l'Assemblée populaire nationale (APN), les manifestants ont décrié, y compris les organisations qui les représentent, se disant déterminés à aller jusqu'au bout de leur revendication : avoir un «statut».

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - «Nous manifesterons, dimanche prochain, devant la présidence de la République, et si Bouteflika ne nous recevra pas, nous irons à l'ambassade des Etats-Unis demander justice à Obama», s'agite une dame, la quarantaine, ayant perdu son mari durant la folie meurtrière des années 1990.

Or, c'était plutôt l'amertume qui les a poussées à investir la rue. Dommages collatéraux de la décennie noire, mères et veuves de militaires morts en service commandé, handicapés de l'armée ou autres patriotes, ils s'accordent sur un principe : «Nous voulons un statut qui nous réhabilite et nous garantisse nos droits légitimes.» Signe des temps, ces victimes du terrorisme ont manifesté deux dimanches de suite sans que personne n'en parle. «Nous n'étions pas assez nombreux et les journalistes nous avaient pris pour les familles des disparus. Ainsi, nos manifestations sont passées inaperçues», tente d'expliquer la veuve d'un confrère de *l'Hebdo libéré*, lâchement assassiné par les terroristes.

Bref, les manifestants ont brandi des pancartes portant des slogans comme «Achevez le projet de la réconciliation nationale par une loi spécifique aux victimes civiles du terrorisme», ou encore, «Donnez-nous nos droits»… Mais surtout, ils se sont démarqués des organisations qui les représentent.

Photo : New Press

Les représentants des victimes du terrorisme ont protesté devant l'APN.

«On en a marre de ces organisations, leurs dirigeants se sont enrichis sur notre dos et nous ont réduits à des mendiants réclamant du pain. A vrai dire, ils ont troqué la cause contre des bourses d'études à l'étranger pour leurs enfants.

Cette fois-ci, nous ne laisseront personne récupérer notre mouvement», assène, dépressive, la mère de deux policiers, morts également en service commandé.

D'anciens militaires, des invalides de l'armée et des patriotes, venus de partout, de Bouira, Relizane… ont pris part à ce rassemblement. Ces derniers n'arrivent pas à concevoir que des repentis continuent à les narguer. «Mon voisin, repenti de son état ayant bénéficié d'indemnités conséquentes, m'intimide justement avec ses «qu'est-ce que t'as gagné de tes années sous les drapeaux ?».

«Y a-t-il plus frustrant que ça pour moi, qui ne dispose même pas d'une pension ?», s'interroge un ancien militaire.

Les policiers mobilisés pour encadrer le rassemblement n'ont, en tout cas, pas trouvé de difficultés pour s'acquitter de leur tâche.

Le rassemblement était pacifique et les manifestants n'ont pas fait de bruit.

L. H.

CENTRES DE RECHERCHE NUCLÉAIRE

Second sit-in des chercheurs aujourd'hui

Les chercheurs des centres de recherche nucléaire d'Alger et de Draria maintiennent la pression. Ils organisent aujourd'hui leur second sit-in devant le Commissariat à l'énergie au moment même où se tiendra un conseil d'administration. Les chercheurs qui observent, depuis trois semaines, de manière quotidienne un arrêt de travail d'une heure par jour manifestent pour protester contre le refus de leur tutelle d'appliquer le décret présidentiel 10-250 du 20 octobre 2010 portant régime indemnitaire. Ils revendiquent l'élaboration du statut spécifique du chercheur permanent comme prévu par l'article 28 du décret du 1er décembre 1996 régissant le fonctionnement des structures du Comena.

Les chercheurs permanents affirment avoir tenté par tous les moyens de faire entendre leur voix mais avouent s'être heurtés à un mur d'indifférence. Ils reprochent à leur tutelle d'avoir concocté un statut en catimini sans consulter les principaux concernés.

N. I.

BOUIRA

Les chômeurs d'Oued El Berdi ferment la route et le siège de l'APC

Plusieurs centaines de jeunes de la commune de Oued El Berdi, située à 10 km au sud de Bouira, ont procédé hier à la fermeture du siège de l'APC, avant de se diriger vers le CW127 qui traverse la commune et dessert la zone industrielle de Sidi Khaled, située sur le territoire de cette commune, pour le couper en plusieurs endroits, empêchant ainsi toute activité au niveau de cette zone où sont implantées une vingtaine d'entreprises.

Lors de notre arrivée sur les lieux, aux environs de 11 heures, nous avons trouvé des jeunes surexcités et déçus par la tournure des choses, d'autant que, trois heures après la fermeture de cette route stratégique reliant la cimenterie de Sour-El-Ghozlane ainsi qu'une vingtaine de carrières à la RN5, aucun responsable n'avait encore daigné se présenter à eux pour écouter leurs doléances.

Des doléances résumées par l'un d'entre eux, Saed, en l'octroi d'un emploi. L'exemple de Saed, 35 ans, marié et père de 2 enfants, qui a eu pour seul travail au niveau de cette zone industrielle, ouverte depuis les années 1990, un contrat de 3 mois en 2008 avec Naftal, mais jamais renouvelé, est légion dans cette commune où le chômage bat son plein malgré la présence d'une zone industrielle et d'une dizaine de carrières, présentées en leur temps, au début des années 1990, comme une véritable aubaine pour les jeunes demandeurs d'emploi de l'époque.

Malheureusement pour ces derniers, les années passent et les entreprises fleurissent mais point de recrutement. Le fait est que la plupart des entreprises optent pour des recrutements hors-commune et même hors-wilaya.

Des wilayas limitrophes comme Béjaïa, Bordj-Bou-Arreridj, M'sila ou Médéa sont pointées du doigt. Des recrutements se font avec la complicité de certains résidents qui offrent leurs services contre la délivrance de certificats de résidence à des étrangers moyennant une somme d'argent pouvant atteindre les 10 millions de centimes.

Des accusations graves, mais que l'on entend dans toutes les bouches. Nouari A., un sexagénaire présent sur les lieux, dira que les jeunes de la commune sont marginalisés alors que les responsables y compris ceux du bureau de main d'œuvre ne font rien pour les aider. Des rencontres ont eu lieu récemment avec le chef de daïra et le P/APC pour trouver une solution à ce problème

Photo : Samir Sid

Comme à Alger (photo), les chômeurs réclament un travail décent.

mais sans résultat. Selon notre interlocuteur, une commission d'enquête doit être diligentée par le wali afin de situer les responsabilités de tous ceux qui font dans le faux et usage de faux en délivrant des dizaines de certificats de résidence par le même père de famille à des étrangers afin qu'ils soient recrutés, via le bureau de main d'œuvre.

A Oued El Berdi, ils sont plus de 7 000 jeunes chômeurs à avoir des cartes bleues au niveau du bureau de l'ALEM, mais les milliers d'emploi existants au niveau de la zone industrielle ainsi qu'au niveau des carrières d'agrégats ne leur ont jamais profité.

A notre retour, nous avons croisé d'autres barricades et tous les jeunes chômeurs étaient unanimes pour nous dire que non seulement le chômage battait son plein au niveau de cette commune mais même les infrastructures sportives, étaient quasi inexistantes au niveau de certains villages des localités de Freksa, Sidi Khaled, et autres Ouled Ali.

Y. Y.